

Compte rendu de la Formation Spécialisée (FS) du 1^{er} avril 2025

Étaient présents :

Pour l'administration :

Yannick Girault, président ;
Céline Sage ;
Laurence Perot ;
Tossim Assih ;
Sandra Jeanne Lara-Golliot ;
Stéphanie Daniel ;
Stéphanie Augé ;
Marie-France Belvo ;
Amaury Grimois, coordo. de prévention ;
Frédéric Le Guillou, secrétaire administratif ;
Jean-François Boehm, ISST ;
Dr Frédérique Thomas (médecin du travail);
Mathilde Gaillourdet, assistante sociale ;

Valérie Cohen (Animatrice de la politique ministérielle de prévention)
Pierre Andrieux, AP Noisy Montaigne ;
Marie-Pierre Claverie, AP Lyon (visio) ;
Sophie Arnal (visio)
Audrey Marion-Berthe (visio)
Catherine Menuisier, AP Noisiel ;
Sandrine Alix (visio)
Céline Cartier ;
Isabelle Giraud-le-Pottier ;
Philippe Jouffret (visio) ;
Jean-Philippe Lacou (visio);
Marie-Anne Belle, stagiaire Inspé ;
Jean-Michel Coste, stagiaire Inspé.

Pour les représentants des personnels :

Frédérique Fournioux _ tit. CGT
Cyril Faure _ tit. CGT, secrétaire de la FS (visio)
Blaise Samuel Becker _ tit. CGT
Jean-Paul Bayart _ tit. Solidaires
Marc Daval _ tit. Solidaires

Dominique Bazin _ tit. Solidaires
Eric Delettre _ tit. CFDT-CFTC
François Ducaté _ tit. CFDT-CFTC
Guillaume Champion _ suppl. CGT

Début de la réunion à 9h30 après avoir constaté que la quorum est atteint.

Lecture des liminaires de la CGT FiP, de Solidaires FiP et de CFDT CFTC FiP

Réponse du président

Le président regrette que le CSAR n'ait pas pu se tenir, et que les délais de re-convocation vont encore rallonger les délais d'attente. Le président exprime que malgré la baisse drastique du budget 2024, il estime que l'on sera heureux si le budget 2025 est à la hauteur du budget de celui de l'an passé. Il indique néanmoins défendre, parfois vivement, les enveloppes budgétaires lors de son dialogue de gestion. Il défend par souci de cohérence un retour à l'enveloppe de 2023 du budget de la Formation Spécialisée.

Le président, comme la CGT constate que de plus en plus de stagiaires rencontrent des fragilités.

La CGT Finances Publiques regrette à nouveau les conditions prévues pour faire passer un oral de concours à un candidat sourd. Aucune disposition, pourtant prévue dans la loi accessibilité, n'a été mise en place pour que ce candidat en 2025 afin qu'il puisse passer dans des conditions « adaptées ».

Concernant le mal-être des stagiaires, la CGT rappelle que pendant des années l'ENFiP a indiqué que le but de l'école ce n'était pas d'organiser des galas. Pour la CGT, on paye aujourd'hui ce manque d'attractivité. L'ENFiP a tout fait pour faire de notre école un simple lieu d'enseignements, sans vouloir créer un esprit de promotion. Enfin, comment expliquer que la communauté éducative ne soit pas prévenue quand un ou plusieurs stagiaires commet des agissements relevant d'un problème déontologique.

Sur ce point, Solidaires indique que l'on ne peut pas être évalué comme étant manager et dans le même temps ne pas nous informer de problème concernant ceux que l'on est censé manager en cours.

Pour l'alliance CFDT CFTC la motivation des stagiaires a drastiquement baissé au fil des années, la perte de sens a quant à elle, bien augmenté.

Le président revient sur les problèmes déontologiques avec les consultations sur MIRA par les stagiaires. Pour le DRH, les personnels enseignants sont informés sans connaître réellement le sujet. Il nous est communiqué que 35 stagiaires sont concernés dont 24 stagiaires B.

La CGT demande si les personnels de l'ENFiP ont été prévenues qu'un ou plusieurs stagiaires avaient consulté leur dossier. La direction dit que non, les personnes n'ont pas été prévenues. La CGT demande à ce qu'une répartition des cas école par école soit fournie ultérieurement. La CGT alerte sur l'absence de prise en compte de cet aspect « Moteur de Recherche » dans le cadre des modules de formation **déontologie**.

Pour la CGT, c'est un vrai problème que d'opposer la confidentialité d'une enquête administrative. **La CGT Finances Publiques** demande que le DRH fournisse les notes, le droit qui régit ces enquêtes administratives. **Le DRH dit qu'il nous l'enverra**. Pour la CGT, on doit s'interroger sur la notion de valeur des fautes présumées commises. Si la CGT n'était pas intervenue l'an passé, un problème entraînant de soucis de dignité d'une victime prise en photo à son insu, n'aurait pas été sanctionné autrement que d'un simple rappel au règlement. Ce n'est pas la même gravité que consulter un dossier sur le moteur de recherche inter référentiel.

Interrogé sur le flou entretenu sur le positionnement du référent/responsable de groupe, le président concède qu'il faut mener la réflexion sur le rôle des formateurs coordonnateurs. Il n'exclut pas que celui-ci ait accès à des informations d'ordre RH.

1. Validation des PV des CSAL-FS du 04/04/24, 19/06/24, 09/10/24 et 27/11/24

Adoptés à l'unanimité

2. Note d'orientations ministérielles en santé, sécurité et condition de travail 2025/2026

Il s'agit d'une note pluriannuelle. Elle porte sur 6 axes.

2.1 . Axe 1 Conforter la politique en santé et sécurité

93 médecins du travail, 13 secrétaires médicales, 13 assistants régionaux de la médecine de prévention, 23, 45 APMP, 150 assistants de service social

- 2.2 . Axe 2 Faire vivre la démarche de prévention des risques professionnels
- 2.3 . Axe 3 Agir sur l'organisation du travail pour améliorer les conditions de travail
- 2.4 . Axe 4 Prévenir les risques de désinsertion professionnelle
- 2.5 . Axe 5 Renforcer la prévention contre trois risques professionnels
- 2.6 . Axe 6 Agir en faveur de la préservation de la santé mentale et renforcer l'accompagnement des agents dans ce domaine

Nous n'avons pas eu communication de la déclinaison locale de la note d'orientation.

3. Position de l'ENFiP en matière de formation de secouriste du travail

La **CGT Finances Publiques** ne veut pas d'une formation au rabais. Elle demande la formation SST pour tous ceux qui le demandent.

Valérie Cohen, APMP, dit aller au-delà des préconisations du secrétariat général, en proposant le SST aux membres de la FS.

La CGT Finances Publiques sollicite l'ensemble des élus pour mettre dans le DUERP et donc dans le PAP 2026 la formation SST pour tous les agents.

Pour 2025, la **CGT Finances Publiques** demande que les AP recensent l'ensemble des collègues nécessitant un recyclage SST en 2025. Le coût du recyclage SST est de 770 € et permet aux personnes d'être bons samaritains sur l'application Staying Alive. Le coût de la formation initiale PSC (premiers secours citoyens) est de 750 € mais **ne permet pas** aux personnes d'être bons samaritains sur l'application Staying Alive.

La direction indique qu'elle ne s'oppose pas au recensement des personnes nécessitant le recyclage.

La **CGT Finances Publiques** demande un vote sur ce point.

Les organisations syndicales valident à l'unanimité.

4. Compte-rendu de la visite du CFP de Noisiel du 8 octobre 2024

Présentation du compte-rendu par le secrétaire de la FS

Réponse de Stéphanie Augé :

- Concernant l'accessibilité :
 - les toilettes PMR sont désormais ouvertes en permanence.
 - L'ascenseur est accessible avec une carte. Désormais la carte sera confiée dès l'arrivée à la personne qui la demande. Au cas où, le pôle administratif dispose d'une carte
- concernant les risques électriques : réunion le mois dernier avec l'ESI (gestionnaire de site). L'ESI a recruté un collègue CID qui est principalement dédié au CFP.
- Le chauffage : pas de solution, c'est le système de chauffage qui est ainsi
- sur les câbles : il y a des fils un peu partout, **il faut continuer de travailler sur ce point**, mais pour l'instant ça n'a pas avancé.

Le président indique que le site de Noisiel n'est pas une annexe, il s'agit d'un site important, mais ça reste une incongruité qu'un centre de formation soit installé sur un site informatique très sécurisé. Il y a un dossier à faire avancer sur ce point pour avoir un site consacré au CFP.

La **CGT Finances Publiques** salue l'intervention de la FS lors de sa visite de site ainsi que l'intervention de Stéphanie Augé et de ses équipes qui ont permis ces améliorations

5. Les CVT dans les salles de cours en FI et en FC

La **CGT Finances Publiques** présente les changements survenus notamment dans l'établissement de FI Noisiel. Le retrait des écrans fait que les formateurs n'ont pour seul support sur leur bureau leur seul écran de portable qu'ils doivent apporter systématiquement. Les CVT s'en trouvent dégradées. Avec le passage à windows 11 la question se pose du changement des anciens PC non compatibles. Quelle sera la configuration des salles de cours ? La CGT demande un groupe de travail

Céline Cartier indique que le changement de matériel a été fait en concertation avec les formateurs.

La CFDT CFTC indique être concernée par la situation de Noisiel. La gestion de son propre PC est contraignante par le transport constant. L'absence d'un second écran sur le bureau est très pénalisante pour le formateur.

La CFDT CFTC revient sur la panne des 3 ascenseurs en même temps à Clermont-Ferrand rendant nos salles de cours inaccessibles pour l'ensemble des personnes à mobilité réduite.

Le président reconnaît l'hétérogénéité des matériels et des locaux. **Il faut faire un inventaire du matériel.**

La **CGT Finances Publiques** s'étonne de la concertation à Noisiel, car ce ne sont pas les propos que les formateurs ont tenu lors de la visite de juin 2024. La **CGT Finances Publiques** demande un groupe de travail dans chaque établissement avec les différents acteurs (formateurs, CID, direction) pour réfléchir sur le bon équipement des salles de formation.

6. Propositions de dépenses pour 2025

Les dépenses votées en 2024 et non exécutées sont considérées comme adoptées pour 2025.

La tenue de formation sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles est voté dans son principe pour un engagement prioritaire dès déblocage du budget compte tenu de l'enjeu et de son inscription au plan de formation. (CGT, CFDT-CFTC POUR; Solidaire CONTRE sur le principe en raison de la non connaissance du budget à date).

Les autres dépenses ne sont pas examinées du fait de l'absence au 1^{er} avril 2025 de budget.

Le principe d'un GT extraordinaire est acté pour examiner au plus vite les dépenses dès communication du budget.

7. Fiches de signalement

Présentation des fiches par Amaury Grimois. Les faits exposés sont d'une gravité significative. Il est fait état de faits susceptibles d'être qualifiés de harcèlement à caractère sexuel ou homophobe, d'agression sexuelle ou de racisme. La direction reste très prudente avec ces signalements et approfondit ses enquêtes.

La **CGT Finances Publiques** dénonce le fait que depuis l'anonymisation, les fiches de signalement n'apportent aucune information. L'application SignalFip a encore appauvri les informations transmises.

La CGT demande à ce que les formateurs soient informés des faits avérés ou dénoncés. Elle donne pour exemple une chahuterie entre stagiaires. À première vue, il peut s'agir d'une blague. Si nous observons la même scène en sachant qu'un agent est suspecté de harcèlement, alors notre regard ne sera pas le même sur cette même scène.

La **CGT Finances Publiques** dénonce la lenteur de l'enquête administrative et demande quelles sont les mesures prises pour protéger la potentielle victime.

8. Point sur les visites de sites

La visite du Fort Saint Jean et du CIF de Lyon sont programmées le jeudi 19 juin. La CGT demande que l'ISST soit présent et la transmission des éventuels rapports de visites réalisés par le CHSCT 69.

9. Questions diverses.

9.1 . Installation du Wifi dans l'établissement de Noisiel

La directrice de Noisiel présente sa volonté d'étendre l'installation du wifi sur l'ensemble des parties de l'établissement.

Pas d'opposition des OS

9.2 . Scolarité des B débutant en septembre ?

Solidaires interroge la direction sur ce point.

Le président indique que c'est une demande d'une OS, mais qu'à ce stade, la directrice n'a pas répondu.